

Individu et individualisme

« Obsédé par lui seul, à l'affût de son accomplissement personnel et de son équilibre, l'individu fait obstacle aux discours de mobilisation de masse. Les appels au risque et à l'aventure politique restent sans échos ».

Gilles Lipovetsky, *L'ère du vide, essais sur l'individualisme contemporain.*

L'irruption de l'individu sur le devant de la scène politique est un phénomène majeur, structurant dans nos sociétés contemporaines. Les sociétés occidentales valorisent en effet l'individu aux dépens de la société. Celui-ci est un être libre, autonome, créateur. Il constitue la valeur centrale de notre civilisation moderne qui, par extension, peut être qualifiée d'individualiste en tant que la partie (l'individu) prime sur le tout (le corps social). Cette obsession de l'accomplissement personnel est génératrice de désordres et de dangers lorsque celui-ci s'opère au détriment de la cohésion globale de la société qui n'est plus perçue comme un tout cohérent. Comment en est-on arrivé là ? Quels sont les problèmes que pose cet individualisme ? Quelles solutions peut-on envisager pour atténuer cette pression de l'individu et pour éviter que l'intérêt général de la société ne soit définitivement sacrifié ?

Le sacre de l'individu

Christianisme et protestantisme

Le christianisme est la religion qui « crée » l'individu dans la mesure où elle instaure une relation entre l'âme de chacun et Dieu. Chaque être a une valeur intrinsèque égale pour Dieu. Le christianisme rompt avec les sociétés antiques organisées sous la forme de la communauté. Dans la communauté chacun dépend du tout, chacun n'existe qu'à travers les autres, l'homme est un élément du cosmos. Les Anciens avaient une vision du monde basée sur les cosmogonies : le chaos, le ciel, la terre, le temps... L'individualité était niée au profit d'un tout qui la transcendait, elle n'avait aucune indépendance. L'individu ne pouvait avoir de volonté ou de pensée différente de celle du

groupe. C'est de ces sociétés dites holistes que le christianisme s'écarte radicalement. Si Dieu est en chaque homme alors nous sommes libres de nous affranchir de la tutelle du groupe et de nous affirmer pleinement en tant qu'entité autonome¹. Certes l'individu n'est pas complètement libre dans la mesure où il dépend de Dieu qui lui dicte sa conduite. Mais il existe.

La brèche ouverte par cette religion ne va cesser de s'étendre à travers les siècles. L'autonomisation progressive du politique par rapport au religieux, du souverain par rapport au Pape, va contribuer à accélérer l'individualisation des esprits. Les valeurs individuelles vont progresser parallèlement à la liberté de conscience, première marque de l'individualisme.

Ainsi, au fur et à mesure que l'État s'émancipe et qu'il inclut en son sein plusieurs religions, les guerres de religion éclatent à partir du XVI^e siècle. La liberté de conscience s'est développée en concomitance avec celles-ci. La Réforme² qui a donné naissance au protestantisme, a favorisé l'essor de l'individu. En effet, pour la religion protestante, la lecture de la Bible doit être personnelle. La relation à Dieu se doit d'être individuelle et non collective tandis que tous les individus, là encore, sont égaux devant lui. Le thème de l'égalité, chère aux révolutionnaires de 1789 en France, est avant tout un principe biblique, celui de l'égalité de tous les hommes devant Dieu³. Chaque être est donc unique, distinct des autres mais néanmoins égal à eux. Cette promotion de l'individu par la religion protestante, a facilité le développement d'une économie capitaliste en Angleterre : la redistribution des terres appartenant aux monastères a permis l'apparition d'une bourgeoisie grâce à laquelle les valeurs individuelles se sont développées. Protestantisme et capitalisme ont donc partie liée. Les premiers États capitalistes modernes (Angleterre, États-Unis) se sont appuyés sur des valeurs morales issues du protestantisme ; valorisation de l'individu, du travail, de l'abnégation. Le capitalisme constitue dès lors un terreau idéal pour l'épanouissement des valeurs individuelles.

Mais si la naissance de l'individu est en grande partie due à l'action combinée du christianisme et du protestantisme, la philosophie, à partir du XVI^e siècle a largement contribué à son essor.

L'apport de la philosophie

Descartes est le premier philosophe à faire exister l'individu, à le concevoir comme une entité autonome, libre, distincte de la nature. Son fameux cogito, « *Je pense donc je suis*⁴ » est la première explicitation philosophique de l'in-

1. Cf. Marcel Gauchet, *Le désenchantement du monde*.

2. Schisme survenu au XVI^e siècle dans le Christianisme.

3. Sur le thème de l'égalité cf. l'épître aux Galates : « *Il n'y a plus ni juifs ni grecs, ni homme ni femme, car vous êtes tous un dans le Christ* ». L'égalité favorise l'individualisme sans se confondre avec lui.

4. René Descartes, *Discours de la méthode*, IV^e partie.

dividualisme qui prend sa source dans la religion mais qui se développera contre elle. En effet, si l'on prend au sérieux le fait que l'homme pense alors son essence est de penser. Cette pensée est autonome. Contrairement à ce que pensaient les Anciens, elle ne peut être conçue comme un développement de la nature car ce qui fait le caractère naturel d'une chose, c'est justement qu'elle ne pense pas. Pour les Grecs, et notamment Aristote¹, l'homme est un animal qui pense et qui doit vivre en communauté dans une cité. Or, pour Descartes, si l'homme pense, il n'est pas un être de nature. Entre l'homme et la nature une véritable césure existe. N'appartenant pas à la nature, il est libre de créer ses propres valeurs, de penser, et responsable de ses actes. L'individu existe donc bien et ce qui le caractérise avant tout, c'est sa faculté de penser.

Aussi, c'est véritablement au XVIII^e siècle, au siècle des Lumières, que l'importance accordée à l'individu devient déterminante. Pour les philosophes des Lumières tels que Voltaire, Diderot, Montesquieu, Rousseau, ou encore Kant, l'homme est d'abord un être doué de raison. Tout peut être rationalisé, y compris la religion. Dieu ne doit plus être un concept donné que les hommes devraient accepter sans sourciller. L'individu, doté de sens critique, doit être libre de croire ou de ne pas croire, de créer sa propre conduite, de se forger une opinion personnelle. Cette croyance dans la toute puissance de la raison, des « Lumières », sous la double impulsion de la philosophie et de la science, entraîne une sécularisation progressive de toute la société, qui doit être constituée d'individus libres et égaux, même si cet idéal demeure une fiction à l'époque. L'homme n'est donc plus pensé à partir de Dieu et la hiérarchie religieuse (Dieu en haut et les hommes en bas) s'effondre. L'homme est libre et Dieu ne saurait ni guider, ni légitimer sa conduite.

C'est dans cet état d'esprit que les théoriciens du contrat social (Hobbes, Locke et Rousseau) pensent la place de l'homme en société et les relations entre individus égaux. En effet, si l'homme est un individu libre, comment peut-il vivre dans une collectivité qui suppose le renoncement à cette entière liberté ? C'est ce dilemme que tentent de résoudre les théoriciens du Contrat Social à partir d'une fiction ; l'état de nature. Dans l'état de nature, l'homme est certes totalement libre mais en proie à la convoitise de ses voisins. Aucune sécurité, aucune règle n'existe. L'homme y est « *un loup pour l'homme* » énonce Hobbes ; la nature profonde de l'homme étant l'envie, la jalousie, et l'intérêt, personne n'est à l'abri car le droit n'existe pas. Pour Hobbes², la solution est de créer un État puissant aliénant l'entière liberté individuelle de chacun mais offrant en retour une protection contre l'insécurité intrinsèque de l'état de nature. Pour Locke³ l'État doit se contenter de garantir la propriété privée. Rousseau va encore plus loin et émet l'idée qu'un véritable contrat social doit

1. Aristote, *La Politique*.

2. Thomas Hobbes, *Léviathan*.

3. John Locke, *Du gouvernement civil*.

régir les relations entre les hommes. Il faut pour lui : « *trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune les personnes et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun s'unissant à tous n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant*¹ ». Chaque individu aliène donc une partie de sa liberté au profit de la société et de ses règles. L'individu accepte de réduire sa liberté naturelle, et en retour, acquiert sa liberté politique ; liberté de penser, de s'associer, de voter... Contrairement à la vision de Hobbes, la société ne doit pas être dirigée par un État autoritaire. Cette société libérale est donc un cadre satisfaisant où l'homme-individu, qui doit désormais devenir un homme-citoyen, peut s'épanouir. En quelque sorte, le contrat social remplace Dieu et la religion qui dictaient à l'homme sa conduite.

Le « *Bill of Rights* » américain de 1787 et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 concrétisent la théorie du contrat social. Selon l'article 1 de cette dernière, les individus « *naissent libres et égaux en droits* ». Cette déclaration est à la base du principe démocratique qui repose sur la liberté individuelle. Cette liberté est certes encadrée par des règles, pour le bien de tous, mais elle est réelle. Dans la société démocratique, où la tutelle divine et les hiérarchies n'existent plus, l'homme libre doit aussi être un citoyen. La qualité de citoyen implique la participation à la vie de la cité ; contrôle, délibération, vote, autant d'actions indispensables pour le maintien de la démocratie. Le citoyen a donc autant de droits que de devoirs.

De l'individu à l'individualisme

C'est donc à la fin du siècle des Lumières, sous la triple impulsion de la science, de la philosophie, mais également de l'économie, qui postule que la satisfaction des intérêts individuels est un préalable pour atteindre *in fine* l'intérêt général, qu'apparaît l'individualisme, tel que nous le connaissons maintenant. La valorisation de l'individu conduit directement à l'individualisme, où le moi individuel est plus précieux que le bien de tous, où l'intérêt personnel est le seul guide auquel l'on puisse se confier. Dans la société libérale, l'individu (la partie) domine le groupe (le tout) comme le montre très bien Louis Dumont dans son *Essais sur l'individualisme* ; l'idée aristotélicienne et thomiste de bien commun s'efface au profit du bonheur individuel de chacun. Cette obsession de soi, cette pente vers soi que dénonçait Pascal, est une réalité forte qui ne peut être occultée.

C'est Tocqueville², au XIX^e siècle, qui fût le premier à dénoncer largement les dangers de l'individualisme, après avoir observé le fonctionnement de la société américaine. Cet individualisme met en péril l'existence même de la société démocratique qui exige la participation de tous à la vie de la cité. Cette

1. Jean Jacques Rousseau, *Du Contrat social, chap. VI, Du Pacte Social*.

2. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*.

indifférence, qui implique la victoire de l'homme-individu sur l'homme-citoyen, est autant de liberté cédée à l'État et à l'administration, qui investissent les espaces toujours plus grands laissés vacants par la société. Tocqueville définit l'individualisme comme un « *sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables, et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses amis ; de telle sorte que, après s'être créé une petite société à son usage, il abandonne volontiers la grande société à elle-même*¹ ».

Cet individualisme va de pair avec l'égalisation croissante des conditions à l'âge démocratique. Plus que la liberté, qui est acquise dans nos pays développés, les hommes recherchent désormais l'égalité. En effet, dans l'Ancien Régime, chaque être était inséré dans une communauté qui l'englobait et le liait avec les autres. Les hommes étaient conduits à « *s'oublier eux-mêmes* » au profit de la famille ou de leur classe qui les dépassait. Dans l'aristocratie, « *chacune des classes devient pour celui qui en fait parti, une petite patrie* ». Au contraire, dans les siècles démocratiques l'individu est seul, il ne dépend plus d'un groupe resserré et structuré hiérarchiquement. En démocratie, « *le lien des affections humaines s'étend et se desserre* ». En se brisant, la longue chaîne qui reliait les êtres, les générations et les traditions, n'a laissé debout que des individus égarés qui ne peuvent compter que sur eux-mêmes ou sur le cercle très fermé de leurs proches. L'individu n'attend plus rien de personne et ne peut souvent compter que sur lui seul. D'où son indifférence pour le sort de ses semblables qu'il ne considère, le plus souvent avec jalousie, que lorsqu'il est plus enviable que le sien.

Aussi, plus les inégalités régressent, plus celles qui demeurent sont insupportables car les hommes prennent conscience de leur visibilité, et veulent leur disparition pure et simple. « *Ils veulent l'égalité dans la liberté, et, s'ils ne peuvent l'obtenir ils la veulent encore dans l'esclavage. Ils souffriront la pauvreté, l'asservissement, la barbarie, mais ils ne souffriront pas l'aristocratie*² ».

D'où le danger, là encore, de voir réapparaître la tyrannie, les hommes se souciant davantage de leur égalité mutuelle que de leur liberté politique. Or, l'individualisme favorise cette course à l'égalité dans la mesure où chacun souhaite que sa condition soit au même niveau que celle des autres. Les situations particulières, mues par l'individualisme, doivent s'égaliser et les écarts se combler. L'intérêt personnel de chacun passe avant tout. Tel est donc le dilemme démocratique ; trouver un juste équilibre entre liberté et égalité, l'excès de l'une ou de l'autre étant une menace pour l'équilibre social.

1. *Ibid.*

2. *Ibid.*

L'individualisme contemporain : significations et remèdes

Caractéristique de l'individualisme contemporain

Telle est donc la principale caractéristique de notre époque moderne : Dieu est mort selon la célèbre formule de Nietzsche mais l'individu, lui, est bien vivant. Cette toute puissance de l'individu sur la société ne va pas sans poser quelques problèmes cruciaux.

► L'effritement de la citoyenneté : comme l'a montré Tocqueville, la croissance de l'individualisme s'accompagne d'une désaffection pour la chose publique. La participation de chacun au bon fonctionnement politique de la société démocratique, décroît. La liberté des Modernes (retrait dans la sphère privée pour jouir pleinement de sa liberté) l'emporte sur la liberté des Anciens (liberté de participer à la vie de la cité par le vote et le débat public¹). Ce véritable axiome est plus que jamais d'actualité. L'individualisme aidant, l'intérêt de l'individu pour la vie politique, qui le concerne au premier chef, ne cesse de décliner. L'exemple actuel le plus visible étant les taux d'abstention importants régulièrement enregistrés à chaque élection dans les pays démocratiques. Or, comme nous l'avons vu, une démocratie saine se nourrit de la participation du plus grand nombre. Le discrédit qui frappe la classe politique, qui a par ailleurs d'autres causes (corruption, crise des élites, problèmes économiques), est donc en partie lié au déclin du sentiment d'appartenance à une communauté politique.

► L'érosion du lien social : une démocratie politique n'est pas viable sans un minimum de solidarité, et de fraternité, troisième terme de la devise républicaine en France après la liberté et l'égalité. Or, la liberté de chacun et la poursuite effrénée des intérêts personnels, s'obtiennent souvent au détriment de la cohésion sociale et de la stabilité de l'édifice (le contrat social). Quand chacun tire la couverture à soi, elle finit par se déchirer. L'équilibre de la devise républicaine vers lequel toute société démocratique doit tendre, n'est pas pleinement réalisé. Loin s'en faut. Rousseau pensait qu'une trop forte inégalité au sein de la société était génératrice de désordres et de mécontentements. Nos sociétés démocratiques sont pourtant profondément individualistes. D'où l'érosion actuelle du lien social (chômage, pauvreté, exclusion...) et des mécanismes de solidarité que l'État en France, prend quasiment seul en charge, par le biais de redistributions sociales massives. Même la Sécurité sociale, basée

1. Benjamin Constant, *De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes*. Il nous dit ainsi en parlant de la liberté des Anciens : « L'individu souverain presque habituellement dans les Affaires publiques est esclave dans tous ses rapports privés ».

sur le principe du voile d'ignorance¹ (il n'y a pas l'idée du « juste retour » de ce que l'on cotise) est menacée à terme par la poussée de l'individualisme ; la différenciation des risques par le biais d'assurances privées, auxquelles chacun cotiserait en fonction de ses moyens, prenant en charge la gestion de la Sécurité sociale et pratiquant la sélection des risques, est une hypothèse crédible à court terme en France. C'est déjà le cas aux États-Unis. La logique individualiste s'exerce donc contre l'exigence de solidarité propre à toute société et est en partie actuellement responsable de son déclin, même si cette tendance n'est pas irréversible, comme nous le verrons au chapitre 2.

► La disparition des corps intermédiaires : nos sociétés développées se différencient des sociétés aristocratiques anciennes par le fait que dans ces dernières existaient des corps intermédiaires ; castes, sous castes, corps, métiers cloisonnés... une hiérarchie s'imposait du roi au peuple, appelé plus communément « tiers état » dans la France de l'Ancien Régime. Ces corps intermédiaires tendent à disparaître de nos jours pour ne laisser que face à face les individus et l'État. Tel que là encore Rousseau le théorisait dans *Le Contrat social*, ou telle que l'énonce la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, aucune « *société partielle ne doit s'ériger entre l'État et l'individu* ». Aucun pouvoir, aucun corps intermédiaire. En témoigne aujourd'hui la faiblesse des syndicats², des partis politiques³ et de certains parlements nationaux, même si ce ne sont pas à proprement parler des corps intermédiaires, dans beaucoup de démocraties. La fragilité de ces corps dont le rôle est de relayer les revendications et les attentes des citoyens, contribue à renforcer le pouvoir de l'administration contre laquelle une société atomisée en autant d'individus, qui de toute façon se détournent de la chose publique, ne peut lutter. La tyrannie administrative, qui entrave la liberté tant sociale qu'économique, est un danger certain pour la démocratie. Dilemme donc entre le repli sur soi et l'exigence de participation : la démocratie est un édifice fragile qui nécessite une maintenance continuelle.

Les remèdes

Pour que le contrat social puisse perdurer il est nécessaire de trouver des contreponds à l'individualisme. Tocqueville en distinguait trois.

► Les libertés locales : Le contrepond idéal à la centralisation administrative, c'est la décentralisation. L'individu s'intéressera d'autant plus aux affaires politiques, qu'il aura l'impression que celles-ci le concernent au premier chef. S'il ne perçoit pas directement l'intérêt qu'il a à se préoccuper des affaires

1. Pierre Rosanvallon, *La nouvelle question sociale, repenser l'État Providence*.

2. Les taux d'adhésion auprès des syndicats sont en décline constante. Ainsi, 8 % seulement des salariés français sont syndiqués, la plupart travaillant dans le secteur public.

3. Les partis politiques traditionnels sont concurrencés par des partis extrémistes dans certaines démocraties comme la France ou l'Autriche.

politiques nationales, et de la destinée du pays, il se sentira plus impliqué par les affaires locales puisqu'elles influent sur sa vie privée plus concrètement. La décentralisation implique la prise de certaines décisions, déléguées par l'État, au niveau local. L'individu peut dès lors exprimer son opinion dans un cadre local plus restreint.

► Les associations : pour les mêmes raisons, elles sont un bon moyen de combattre l'individualisme. Se réunir au sein d'une association c'est se regrouper pour défendre une cause commune, s'unir pour agir avec plus de poids. Les associations, qui poursuivent pour la plupart un but d'intérêt général et qui se battent pour des causes nobles et utiles, participent à la lutte contre l'individualisme qui entraîne l'indifférence. Faire parti d'une association, c'est consentir à se mettre au service de l'intérêt général. Tocqueville remarquait avec intérêt que le tissu associatif était très dense aux États-Unis (il l'est toujours d'ailleurs), dans le pays où l'individualisme s'est développé en premier sous l'impulsion du capitalisme.

► La religion : dans la mesure où l'individu a moins de repères et où le sens de la vie n'est plus dicté d'en haut, la religion a le mérite selon Tocqueville, de fournir des signes, de servir de guide et de resserrer les liens moraux. « *En même temps que la loi permet au peuple américain de tout faire, la religion l'empêche de tout concevoir et lui défend de tout oser* » avance-t-il. Un minimum de crainte est donc nécessaire pour éviter certains débordements. On peut d'ailleurs lire dans la Bible que la crainte de Dieu est le premier pas vers la sagesse. La religion est donc un moyen de combattre l'individualisme démocratique. Elle offre une voie, un cadre directeur pour l'action de nos concitoyens. Cependant, le sentiment religieux n'a jamais été aussi faible qu'aujourd'hui.

Ces trois pistes que nous dévoile Tocqueville peuvent être complétées par d'autres voies pour restaurer le sentiment de citoyenneté et redynamiser le contrat social, ciment fondateur de nos démocraties.

► L'apprentissage de l'éducation civique dès le plus jeune âge pour que chacun soit pleinement conscient de son rôle de citoyen et de ce qu'est une démocratie.

► Moraliser la vie politique dans de nombreux pays pour redonner confiance à toute une catégorie de citoyens que la politique rebute. Restaurer donc sa noblesse à l'activité envers laquelle les Grecs avaient une estime sans bornes et qui était le symbole de leur liberté. Rééquilibrer également la liberté en redonnant à ce terme une connotation plus politique et moins civile ou privée.

► Étendre la pratique des référendums, nationaux ou locaux, sur des grands sujets de société, pour que l'individu puisse se sentir concerné, et comprendre que son intérêt individuel, qu'il discerne rapidement, est directement relié à l'intérêt du corps social dans lequel il vit.